

naire ? « Ce n'est pas en vain que nous nous appelons confédération unitaire. Nous sommes prêts à réaliser l'unité de l'organisation syndicale même aujourd'hui. Mais pour cela les ouvriers n'ont nullement besoin de courtier ; suspects qui n'ont derrière eux aucune organisation syndicale et qui se nourrissent de la scission, comme les vers d'une plaie purulente. Nous proposons de préparer et de convoquer dans un délai déterminé un congrès de fusion sur les bases de la démocratie syndicale. »

Cette manière de poser la question aurait immédiatement coupé l'herbe sous les pieds des monattistes, qui sont un groupement tout à fait stérile politiquement, mais qui sont capables d'apporter une grande confusion dans les rangs du prolétariat. Mais cette liquidation du groupe de courtiers ne coûterait-elle pas trop cher ? On objectera que, dans le cas où les réformistes consentiront à un congrès d'unité, les communistes y seraient en minorité et la C.G.T.U. aurait cédé la place à la C.G.T.

Une telle considération ne peut sembler persuasive qu'à un bureaucrate syndical de gauche qui lutte pour son « indépendance », tout en perdant de vue les perspectives et les tâches du mouvement entier. L'unité des deux organisations syndicales, même si l'aile révolutionnaire reste provisoirement une minorité, s'avèrerait dans un court laps de temps favorable précisément au communisme, et seulement au communisme. L'unité de la Confédération entraînerait de suite une grande influence de nouveaux membres. Grâce à cela, l'influence de la crise se reflèterait au sein des syndicats d'une façon plus profonde et plus décisive pour la conquête de la confédération unifiée. Préférer une majorité assurée, dans une organisation syndicale étroite et isolée, au travail oppositionnel dans une large et véritable organisation de masse, seuls des sectaires ou des fonctionnaires, mais non des révolutionnaires prolétariens le peuvent.

Pour un marxiste qui réfléchit, il est tout à fait évident qu'une des raisons qui ont contribué aux fautes monstrueuses de la direction de la C.G.T.U. était due à cette situation où des gens tels que Mounousseau, Semard et autres, sans préparation théorique et sans expérience révolutionnaire, se sont immédiatement avérés comme les « maîtres » d'une organisation indépendante et avaient, par conséquent, la possibilité de faire sur elle des expériences sous les ordres de Lovosky, Manouïlsky et Cie. Il est incontestable que si les réformistes n'étaient pas parvenus autrefois à scissionner la confédération, Mounousseau et Cie auraient dû compter avec de plus larges masses. Ce seul fait aurait discipliné leur aventurisme bureaucratique. Voilà pourquoi les avantages de l'unité auraient été actuellement incommensurablement plus grands que les désavantages. Si, au sein de la confédération unifiée, embrassant environ un million d'ouvriers, l'aile révolutionnaire reste pendant un ou deux ans une minorité, ces deux années auraient été incontestablement plus fructueuses pour l'éducation non seulement des communistes-syndicalistes, mais pour le parti tout entier, que cinq de zig-zags « indépendants » dans la C.G.T.U. s'affaiblissant de plus en plus.

Non, ce n'est pas nous, mais les réformistes qui doivent craindre l'unité syndicale. S'ils consentent à un congrès d'unité — non en paroles, mais en fait — cela créerait la possibilité de sortir le mouvement ouvrier en France de l'impasse. Mais c'est justement pour cela que les réformistes n'y consentiront pas.